

## **Les implications stratégiques pour une nouvelle politique éducative au Maghreb**

BENSALAH Kacem  
UNESCO, Paris

### **Résumé :**

**Le Maghreb représente-t-il une entité réelle?**

Ses fondements historiques, humains, sociaux, culturels, linguistiques et communautaires constituent de solides maillons permettant de réussir une politique de coopération et d'intégration. C'est dans cette optique que l'éducation pourrait être le facteur stratégique d'un projet d'envergure régionale par cette présentation nous pensons apporter notre contribution à ce débat, en y incluant quelques éléments de réflexion sur notamment, les implications stratégiques pour une nouvelle politique éducative dans le Maghreb.

### **الملخص:**

هل المغرب العربي يمثل كيانا فعليا ؟ إن أسسه التاريخية والبشرية و الاجتماعية والثقافية واللغوية وعناصره المشتركة، كلها تشكل حلقات قوية تسمح بنجاح سياسة تعاون واندماج. من هذا المنظور يمكن أن تكون التربية أداة استراتيجية لمشروع إقليمي واسع. نعتقد أنه من خلال هذا العرض يمكننا أن نساهم في هذا النقاش وندرج بعض عناصر التفكير وخاصة حول المشتركات الإستراتيجية لسياسة تربوية جديدة في المغرب.

## **Introduction :**

Le monde arabe représente-t-il une entité réelle ? A cette question, les réponses sont variables. Le Maghreb l'est-il pour autant ? A cette interrogation, les réponses sont plus précises. Le Maghreb se présente en effet comme un ensemble de pays à caractéristiques historiques, humaines, sociales, culturelles et économiques à haut degré de cohésion. Face aux facteurs conjugués de la mondialisation et des constructions régionales notamment et européenne, cette région semble condamnée à terme, à une interdépendance structurelle et une régulation transnationale. Il est évident que les facteurs politiques post-indépendance notamment les choix idéologiques, les stratégies de développement et les modèles de gouvernance, ont contribué à accentuer les particularités nationales et locales. Les systèmes éducatifs ont naturellement subi l'impact de ces différenciations nationales et abouti à des résultats relativement différents. Mais dans le fond, les fondements historiques, humains, sociaux, culturels, linguistiques et communautaires constituent de solides maillons permettant de tisser et de réussir une politique de coopération et d'intégration. Dans cette optique l'éducation pourrait être le facteur stratégique de ce projet régional pour peu que les états et la société civile, chacun pour sa part, y contribuent objectivement. Il faut rappeler qu'aujourd'hui les facteurs conjugués de la mondialisation et de l'affaiblissement de l'Etat national dominant, ont un impact de plus en plus évident sur toutes les composantes des services éducatifs y compris sur la recherche, la production et l'utilisation des connaissances, la gouvernance des systèmes éducatifs, les réformes, la propriété intellectuelle, ainsi que les libertés académiques, la mobilité des enseignants et des étudiants. C'est dans ce sens qu'il faut situer l'expansion de l'enseignement transfrontière à travers des regroupements régionaux aux quatre coins du monde. L'union Européenne, l'Amérique latine, les Etats arabe du Golfe, La chine, l'Inde, la Malaisie, le Kenya...ont mis en place une forme de partenariat de prestations régionales relativement efficace. Les pays du Maghreb ne peuvent naturellement se soustraire à terme , à une telle approche sous peine de perdre l'essentiel de leurs fonctions de souveraineté telles que l'action publique d'éducation, la régulation institutionnelle et normative, les priorités de politiques éducatives, l'orientation des investissement ... Une nouvelle vision est nécessaire pour relever les énormes défis de développement. Le Maghreb y gagnerait en mettant en place une régionalisation progressive des objectifs, des contenus et des moyens. Notre présentation contribue à ce débat en y apportant quelques éléments de réflexion sur notamment, les implications stratégiques pour une nouvelle politique éducative dans la région.

## **I- Etat des Lieux :**

Toutes les analyses internes et externes concernant le Maghreb, mettent en évidence les nombreux défis auxquels est confrontée la région. Certains lui sont spécifiques, d'autres sont connus de tous les pays en développement. Dans l'histoire humaine, politique et institutionnelle du Maghreb, l'Algérie a une place particulière. Son histoire récente, avant et après l'indépendance, est marquée par des bouleversements sans précédent à tous les niveaux de sa superstructure. La longue et douloureuse transition économique et sociale est encore inachevée. Cette situation lui donne une place singulière au sein de l'ensemble maghrébin. En même temps, comme toute région en voie de développement, le Maghreb doit lutter pour suivre le progrès de l'économie mondiale, assurer l'équilibre entre ses multiples besoins et ses ressources limitées et procéder aux meilleurs choix pour un développement juste et durable.

En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, on peut distinguer plusieurs défis qui se posent au Maghreb mais d'abord situons cette région dans ses dimensions réelles.

- 1- Dans sa configuration géographique, le Maghreb occupe la partie occidentale de la Méditerranée et se trouve beaucoup plus proche de l'Europe que du Moyen Orient. Sa superficie totale est de 5.8 millions de km<sup>2</sup> soit 42% de l'ensemble de la région arabe. L'énorme partie de cet espace est occupée par le désert.
- 2- Au plan démographique, la population maghrébine totale représente aujourd'hui pour les cinq pays, quelques 80 millions d'habitants soit 27% de la population totale du Monde arabe. Ce ratio était de 30% en 1975 et sera en toute probabilité de seulement 25 % en 2015. Il y aura donc dans la prochaine décennie, perte de poids démographique par rapport au Maghreb.
- 3- En ce qui concerne l'économie, il faut souligner que le monde arabe dans son ensemble, a réalisé en 2001, un produit intérieur brut (PIB) de 661 Milliards de dollars soit l'équivalent de l'économie d'un pays comme le Mexique ou l'Espagne, et seulement 50% de ce que produit la France, 36% du Royaume Uni et 6% des Etats-Unis.  
La part du Maghreb est évaluée à 124 Milliards, soit l'équivalent de la Finlande, de la Grèce, du Venezuela ou de l'Afrique du Sud pris individuellement. Elle est réduite pour garder la comparaison, à 9% du PIB Français, 7% de l'Allemagne et 1% des Etats-Unis.  
Quand au revenu par habitant, il se situe à une moyenne de 2350 dollars pour le Monde arabe et seulement 1590 dollars pour le Maghreb. A titre comparatif, ce revenu est de 28132 dollars pour un Qatari, 8711 pour un Saoudien, 1773 pour un Algérien, 395 pour un Soudanais et 366 pour un

Mauritanien. Une forte disparité nationale et locale caractérise la distribution de ces revenus.

- 4- Pour ce qui est du cadre social, il n'y pas lieu de pousser l'analyse trop loin pour faire le constat d'un lourd bilan. Inégalités sociales criantes, pauvreté croissante, exclusion de larges couches de la population, chômage chronique particulièrement des jeunes, crise de logement, analphabétisme persistant, inégalités des sexes, réclusion des femmes, insuffisance de protection sociale et sanitaire, taux élevé de mortalité infantile, corruption endémique, pour ne se limiter qu'à cela.

Quand à l'indicateur de développement humain (IDH), les Etats maghrébins se classent comme suit (total : 175 pays) :

Libye : 61<sup>ème</sup> rang , Tunisie : 91

Algérie 107 , Maroc 126 , Mauritanie 154

Aucun d'entre eux ne se trouve dans le premier tiers du classement international.

Il faut rappeler qu'au plan mondial, la région arabe dans son ensemble se situe parmi les régions de la planète qui disposent de l'indicateur du développement humain (IDH) le plus faible, juste devant l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne, et bien loin de l'Asie de l'Est, de l'Amérique Latine ou de l'Europe centrale et orientale.

- 5- Au plan éducatif, toute la région arabe est confrontée à un niveau d'analphabétisme élevé. Le monde d'adultes analphabètes était estimé à 68 millions en 2000. Ils étaient 56 Millions en 1980. Malgré les efforts, ce nombre ne cesse de progresser en valeur absolue. 12 millions de personnes en plus ont été enregistrées entre temps.

Il faut cependant noter que le taux d'analphabétisme est très variable selon les pays. Il est, à titre d'exemple, de 13.9% au Liban, 44.7% en Egypte et 53.8% au Yémen. Dans les pays du Maghreb il se situe à 36.7% pour l'Algérie, 51.1% pour le Maroc, 29.2% pour la Tunisie, 20.2% pour la Libye et 60.1% pour la Mauritanie. En général ce taux est en corrélation avec le niveau d'accès à l'enseignement primaire. Tant que la source de l'analphabétisme n'est pas tarie, le flux d'analphabètes continuera d'exister. Dans ce cas précis, négliger l'éducation des adultes constitue une erreur de stratégie éducative.

- 6- Concernant les aspects de la participation au développement et du système de gouvernance, le simple constat montre qu'il y a d'immenses retards à rattraper. L'émergence et l'autonomisation de la société civile ne sont qu'à leur début aussi bien au Maghreb qu'au Maghreb, en comparaison aux autres régions du monde. La citoyenneté est encore plus un concept qu'une réalité. L'application effective des droits humains et de la démocratie a encore un long chemin à parcourir et de nombreux obstacles à franchir. La prise en charge du développement par les populations elles-mêmes à travers des processus de consultation, de

participations et de décentralisation sont loin d'être une réalité malgré certains efforts.

La perspective comparée à l'échelle mondiale montre qu'au regard des changements actuels et à venir, les pays du Maghreb, à l'instar de ceux du Machreq, ne feront pas l'économie d'une nouvelle construction sociopolitique et de nouveaux modes de gouvernance. L'initiative de ces changements à l'échelle et de région maghrébine créerait un climat favorable à la participation citoyenne et bénéficierait sans nul doute, d'un appui intérieur et extérieur en matière d'investissements et de développement durable.

Cet état des lieux succinct nous fait entrevoir les défis majeurs auxquels le Maghreb, tous pays confondus, doit y faire face à moyen et long termes. Mais auparavant voyons quel est, à une échelle plus vaste, celles des Nations Unies, le nouveau cadre du développement humain tel qu'il découle de la déclaration du Millénaire faite à New York, en septembre 2000.

Rappel des objectifs de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies :

La plus grande réunion de chefs d'Etat et de gouvernement jamais convoqués, engageant aussi bien les pays riches que les pays pauvres à consentir des efforts plus importants au plan national et international, a abouti à l'énoncé des objectifs du Millénaire pour le développement. Ces objectifs constituent des repères pour progresser vers une vision du développement, de la paix et des droits de l'homme guidée par « certaines valeurs fondamentales » qui doivent sous-tendre les relations mondiales de notre siècle.

- Le concept de développement humain place au centre la personne humaine, mené sous le signe de la liberté et de la dignité. Croissance économique, augmentation de l'investissement et des échanges, progrès technologique...sont importants. Mais il s'agit de moyens et non de fin. Parmi les 8 objectifs fixés pour 2015, on peut relever :

**Objectif 1 :** Faire disparaître l'extrême pauvreté et la faim et les réduire de moitié en 2015.

**Objectif 2 :** Garantir à tous, garçons et filles, une éducation primaire en 2015.

**Objectif 3 :** Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

**Objectif 7 :** Assurer la durabilité des ressources environnementales

**Objectif 8 :** Mettre en place un partenariat mondial pour le développement fondé un système commercial et financier plus ouvert et non discriminatoire, impliquant un engagement en faveur de la bonne gouvernance et la lutte contre la pauvreté.

- Les droits de l'homme : Leur réalisation est directement liée à la déclaration Universelle de 1948 en ce qui concerne notamment les droits économiques, sociaux et culturels. Considérer les objectifs du Millénaires sous l'angle des droits de l'homme permet une meilleure

compréhension des politiques et réformes institutionnelles à mettre en œuvre pour les atteindre. Par exemple, la réalisation pleine et entière du droit à l'éducation, demande plus qu'une alphabétisation de base. Elle nécessite aussi la participation effective des citoyens aux décisions publiques sur l'éducation. C'est aujourd'hui une exigence essentielle de la démocratie et de la bonne gouvernance.

- La liberté (droit de vivre dans dignité), l'égalité (des droits et des chances des femmes et des hommes), la solidarité (juste partage des charges au nom de l'équité et de la justice sociale), le respect de la nature (prudence dans la gestion des ressources naturelles et développement durable) et le partage des responsabilités (nationales et mondiales en termes de gestion du développement économique, des menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité...) constituent le cadre fondamental de ces objectifs.

Au regard de ces données quels peuvent être les défis majeurs auxquels les pays du Maghreb sont confrontés ?

## II - Les défis posés au Maghreb :

On peut recenser six grands défis auxquels tous les pays maghrébins doivent y faire face :

**1er défi :** Créer et promouvoir un environnement économique global et intégré en vue de rétablir la confiance dans l'investissement interne et externe, relancer la croissance et assurer une stabilité financière et monétaire.

**2ème défi :** Assurer un développement économique propre à accroître la productivité et l'emploi, préserver la complémentarité au plan régional et développer la concurrence au regard de l'économie mondiale.

**3ème défi :** Promouvoir et garantir un cadre social fondé sur la solidarité et la justice, fournissant aux citoyens les possibilités d'accroître leurs compétences, satisfaire leurs besoins fondamentaux (éducation, alimentation, habitat et santé) en vue de participer activement au processus de développement et atteindre un niveau de vie satisfaisant. La lutte contre la corruption constitue un facteur important dans le processus de réhabilitation sociale et de crédibilité de l'Etat.

**4ème défi :** Sauvegarder l'environnement. Le Maghreb est doté d'une nature privilégiée. Il est regrettable que l'accroissement démographique, l'exode rural, l'urbanisation anarchique, la pollution industrielle, le déboisement et l'avancée du désert aient abouti à une dégradation alarmante de l'environnement faute de politique préventive. Tout ceci constitue autant de facteurs qui menacent la salubrité biologique des sols, de l'eau et de l'air. Le défi qui se pose aujourd'hui est de stopper au plus vite cette détérioration de

l'environnement afin de sauvegarder ce que le Maghreb possède de plus précieux et assurer à long terme les moyens nécessaires à cette protection.

**5<sup>ème</sup> défi :** Promouvoir la démocratie et les droits de l'homme afin de créer une société participative et positive, confiante dans le présent et l'avenir, ayant foi dans son identité, dans les valeurs universelles et les droits humains fondamentaux. La femme maghrébine doit avoir une place de choix à ce niveau. La pratique fréquente de la violence politique dans la région, la nature parfois « autoritariste » des pouvoirs, le niveau d'écart de confiances gouvernantes/ gouvernés, le blocage à l'émergence d'une société civile autonome...rendent ce défi encore plus difficile à relever.

**6<sup>ème</sup> défi :** Moderniser l'éducation et promouvoir la qualité de la formation en vue d'éradiquer l'analphabétisme endémique, de réaliser le droit à l'éducation pour tous, et de former des techniciens et cadres supérieurs compétents pour la prise en charge du développement économique, scientifique et technologique de la région.

### **III- Rôle de l'éducation face a ces défis :**

De longues années d'études, de recherches et d'expériences ont abouti, aujourd'hui, à la certitude que l'éducation représente une nécessité absolue pour le développement économique, le bien-être humain, et le progrès social et culturel. L'éducation permet aux citoyens d'améliorer leurs conditions d'existence, de contribuer positivement à l'activité économique nationale, de faire face efficacement aux défis qui se posent à eux et d'imaginer de nouvelles solutions à leurs problèmes.

#### **1- Le rôle de l'éducation dans le développement économique :**

L'éducation est une condition nécessaire mais pas suffisante à la croissance économique, cette dernière étant également tributaire des investissements effectués dans le capital humain et matériel.

Elle contribue au développement économique par l'augmentation de la productivité des citoyens découlant de l'acquisition des compétences et de l'accumulation des connaissances. Telle est la leçon tirée du succès économique réalisé par les pays de l'Est asiatique par exemple, où les investissements effectués au cours de années 60 et 70 dans l'enseignement ont largement contribué à établir une base solide pour la réalisation de la croissance économique qui a suivi. L'expérience de la Corée du Sud par exemple, qui a investi en temps opportun dans l'enseignement, lui a permis de développer le commerce international à grande échelle et d'accroître les investissements par une forte concentration de main d'œuvre qualifiée et un haut niveau de technologie. On peut citer également l'exemple plus ancien

du Japon ou celui tout récent, de Taiwan, Singapour, Hong Kong, la Malaisie, la Thaïlande ou encore la Chine.

Il ressort d'une étude comparative effectuée par la Banque Mondiale, sur la base de 18 analyses portant sur 13 pays en développement, que 4 années d'études primaires au moins, ont abouti à une augmentation de la productivité dans l'agriculture dans une proportion de 8.4% pour tous les pays, et de 10% pour ceux d'entre eux qui ont entamé un processus de changement et de modernisation. Ce constat est valable pour d'autres secteurs de l'activité nationale.

Les analyses ont montré également que les taux de rendement de l'éducation sont élevés au double plan social et individuel. Il ressort en effet que l'impact de l'éducation sur les travailleurs leur a permis d'atteindre un taux de rendement respectif de 27% et 49% pour l'enseignement primaire, et entre 17% et 26% pour l'enseignement secondaire. Ces résultats montrent toute l'importance de l'enseignement de base pour une région comme le Maghreb. Les développements survenus ces dernières années en ce qui concerne la mondialisation et l'abolition des barrières du commerce international ont accru l'importance de l'éducation et de la formation comme facteur de réussite du développement économique. La capacité des pays à faire face à une économie mondiale de haute performance devient la clé de l'amélioration des conditions de vie nationale dans un monde en mutation. Les progrès foudroyants de la technologie et l'ouverture des systèmes économiques à la concurrence, ont modifié les moyens de production. Les pays industrialisés qui entrent en concurrence avec des pays en développement passent graduellement d'une production de masse à des systèmes de production de haute performance, ce qui a pour effet de modifier les conditions du succès économique. Ce succès exige une plus grande concentration sur des facteurs qui étaient de moindre importance dans la production traditionnelle de masse. Il s'agit entre autres, de la productivité, de la qualité et de l'élasticité dans la production des biens et services.

D'où l'importance de l'éducation des travailleurs, en raison de son impact sur leur capacité d'adaptation à un marché de travail en mutation rapide.

Le rôle de l'éducation représente donc une nécessité absolue pour le succès des programmes de développement et accroît les chances des investissements dans tous les programmes de développement et accroît les chances des investissements dans tous les secteurs de l'économie nationale en fournissant les compétences et les qualifications nécessaires. Cependant la liaison entre éducation et développement économique n'est pas automatique. Certains Etats, tels que Costa Rica ou la Corée du sud, ont, depuis longtemps, considéré l'éducation comme un investissement productif en y apportant de grands capitaux. En associant cette politique à une saine gestion de l'économie dans son ensemble, ils ont obtenu un rendement

important. D'autres pays comme le Pakistan, le Nigeria, le Brésil ou une grande partie des Etats arabes qui ont investi moins dans l'éducation paient cher aujourd'hui cette politique, perdant les chances de parvenir à un développement intégral, et perpétuant la paupérisation de larges couches de la population avec toutes les conséquences politiques et sociales que cela comporte. Il n'y a désormais pas de défi économique sans défi éducatif.

## **2- Rôle de l'éducation dans le développement social :**

L'investissement dans l'éducation est également important pour combattre la pauvreté et les disparités sociales, et pour relever le niveau de conscience et la qualité de vie.

L'éducation peut jouer un rôle essentiel dans l'amélioration du niveau de vie générale, en fournissant les compétences, les connaissances et les orientations propres à accroître le revenu des classes démunies, ouvrant d'autres possibilités d'investissement dans les secteurs formels et non formels.

Les disparités économiques apparaissent et s'accroissent avec le temps, en raison notamment de l'inégalité d'accès à l'éducation. Assurer l'égalité des chances permet d'atténuer le fossé social entre les plus instruits et les moins instruits. Cette égalité d'accès à l'éducation et le fait de pouvoir poursuivre des études plus avancées, permettent aux individus de faire leur choix sur la base du niveau éducatif qu'ils ont atteint, et non sur la base de leur appartenance familiale ou de leur richesse. Ceci est particulièrement important dans la société maghrébine en transition, fortement marquée par les structures sociales traditionnelles.

L'acquisition des connaissances et la capacité d'une réflexion rationnelle constituent plus que jamais le critère de l'efficacité individuelle et nationale. Si les citoyens ne possèdent pas les qualifications nécessaires pour participer à l'évolution du monde moderne, et si les connaissances propres à transformer leur milieu leur font défaut, ils resteront en marge de la société, celles-ci perdant en même temps le bénéfice de leur contribution. Ceci est particulièrement évident pour les femmes dans la région.

Par ailleurs, l'éducation contribue d'une autre manière au progrès social. De nombreuses études ont montré que le milieu familial joue un rôle important dans le développement des capacités de l'enfant. Le degré d'éducation des parents a un impact direct sur le niveau intellectuel et culturel de l'enfant, sur ses chances de réussite, le niveau sanitaire, la baisse du taux de mortalité, etc....

Il est clair également que l'éducation participe efficacement à la promotion des individus en les transformant en citoyens exigeants, conscient de leurs droits et de leurs devoirs. Elle constitue le fondement du progrès

socioculturel, de la construction démocratique, de la promotion des droits humains et des valeurs universelles.

#### **IV- Implications stratégiques pour une nouvelle politique éducative :**

La réalité maghrébine centrée sur la redéfinition des objectifs des systèmes éducatifs, leur réadaptation qualitative, leur mise à niveau et leur complémentarité objective, peut constituer une démarche stratégique efficace et fiable pour l'ensemble des pays de la région. Un pari sur l'avenir pour peu que les initiatives se libèrent. Six axes stratégiques majeurs peuvent constituer le fondement d'une nouvelle politique éducative au Maghreb :

##### **1- Réussir l'éducation universelle et éradiquer l'analphabétisme :**

Les cinq pays du Maghreb connaissent des écarts significatifs dans l'enseignement de base. Si l'Algérie (98%), la Tunisie (99%) et la Libye (99%) ont pratiquement tari l'analphabétisme à la source grâce à une politique de scolarisation massive, il n'en reste pas moins que le Maroc (78%) et la Mauritanie (64%) ont beaucoup à faire. Le retard accumulé exige désormais des efforts sans commune mesure avec les moyens disponibles.

Le taux d'analphabétisme dans les pays de la région a connu ces dix dernières années, l'évolution suivante :

| Pays       | 1990 | 2001 | Différentiel | Année fin<br>Analphabétisme |
|------------|------|------|--------------|-----------------------------|
| ALgérie    | 47.1 | 32.2 | 14.9         | 2022                        |
| Maroc      | 61.3 | 50.2 | 11.1         | 2045                        |
| Tunisie    | 40.9 | 27.9 | 13.0         | 2022                        |
| Libye      | 31.9 | 19.2 | 12.7         | 2016                        |
| Mauritanie | 65.2 | 59.3 | 5.9          | 2015                        |

Si la tendance qu'ont connu ces cinq pays continue au même rythme, l'éradication de l'analphabétisme ne peut être effective avant une quinzaine d'années pour trois d'entre eux et entre 40 et 50 ans pour les deux autres ! Malgré les progrès récemment accomplis, on est bien loin de l'objectif 2015 tel que défini par les Nations Unies.

Seuls une nouvelle approche et un engagement sans faille des Etats concernés, permettront d'accélérer le processus actuel et d'envisager à terme

une situation irréversible. La prochaine décennie reste déterminante dans ce sens.

Le droit à l'éducation ne doit pas être compris seulement comme un droit naturel individuel lié au hasard du temps et des moyens mais aussi comme un engagement collectif de la société et de l'Etat, un investissement prioritaire et rentable, à même d'assurer un développement global et durable.

## **2- Moderniser et mettre à niveau l'enseignement secondaire :**

Cet enseignement qui touche les jeunes entre 15 et 18 ans, a pour finalité de leur fournir les connaissances et les qualifications générales permettant de développer leurs capacités, de s'engager dans la vie professionnelle ou de poursuivre leur formation à différents degrés. Il encourage le travail indépendant et contribue à l'augmentation la productivité individuelle et sociale. Pour toutes ces raisons, sa position entre l'enseignement fondamental et le supérieur lui donne une assise stratégique dans le processus de développement et d'intégration économique et sociale. Il doit à ce titre, bénéficier d'une modernisation accélérée visant à la fois le renforcement des sciences et de la technologie, (de l'information et de la communication – TIC – en particulier), mais aussi l'acquisition de disciplines d'enseignement préparant à la maîtrise des outils de réussite professionnelle et au développement des capacités de participation du citoyen à la vie active (langues aux droits de l'homme, à la démocratie, à la tolérance, à la paix...).

## **3- Lier la formation professionnelle au monde du travail et aux entreprises :**

Toute politique efficace de développement est tributaire des qualifications exigées pour les nouveaux emplois. Il faudrait donc disposer d'un système de formation capable de renforcer la qualité et l'efficacité du processus de production. Il s'agit en particulier, pour les pays du Maghreb de changer d'approche, rompre avec l'enseignement technique et professionnel traditionnel qui consiste à pallier aux échecs du système en accueillant surtout les exclus de l'enseignement général, leur offrant une formation souvent théorique et au rabais. La politique et la stratégie de la Formation professionnelle doivent être revues en profondeur, notamment en ce qui concerne le recrutement et la formation des formateurs, la mise à niveau des programmes, leur réadaptation aux entreprises et au monde du travail. Cela coûtera moins cher et sera plus rentable. La formation devrait se concentrer en premier lieu dans les domaines qui se distinguent par un bon rendement économique et où il y a faiblesse dans les capacités à

répondre au marché du travail, tout en évitant la rigidité des cursus et des contenus de formation. Même en concentrant leurs stratégies sur la productivité et la concurrence, les Etats Maghrébins ne devraient pas oublier la nécessité d'intégrer les classes défavorisées dans le processus de développement. L'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre devrait viser en premier lieu les zones démunies. L'Algérie, le Maroc et la Tunisie en particulier, ont une large expérience à partager dans ce domaine. Le Maghreb ne peut que gagner dans le sens d'une plus grande homogénéisation de la formation ainsi que d'une plus grande efficacité du marché de travail.

#### **4- Fournir les connaissances, les qualifications et les technologies avancées :**

Parallèlement à la nécessité de renforcer et de moderniser les systèmes d'enseignement et de formation, il faudrait en même temps assurer les possibilités d'acquérir les connaissances et les qualifications de haut niveau en vue de développer l'économie et de tirer profit de la technologie moderne.

La capacité technologique, c'est-à-dire la capacité de d'évaluer, de choisir, d'adapter et d'utiliser la technologie, devient de plus en plus avec le temps un élément majeur de la compétitivité de chaque pays. Il importe donc de renforcer les institutions supérieures d'enseignement et de formation en particulier, afin de fournir aux citoyens les connaissances et les industries, le secteur tertiaire et les professions libérales. Ces institutions sont censées engendrer de nouvelles connaissances grâce aux travaux de recherche et servir de canaux pour acquérir, adapter et transmettre les connaissances générées dans d'autres régions du monde. Le défi qui se pose à ces institutions est d'introduire dans leurs programmes de nouveaux cursus scientifiques, technologiques, informatiques et de gestion, et de renforcer les liens avec le secteur productif. Le retard à combler en ce domaine est immense. A titre d'exemple, le nombre de scientifiques et ingénieurs travaillant en Recherche et Développement (R&D) se présente, pour quelques pays, comme suit :

|              |                |                  |
|--------------|----------------|------------------|
| Japon : 5095 | Finlande: 5059 | Singapour : 4140 |
| Egypte : 493 | Tunisie : 336  | Koweït : 212     |

Par million d'habitants – 1996-2000

#### **5- Privilégier la qualité :**

L'impact du système éducatif sur le processus de développement dépend du degré d'apprentissage des citoyens, c'est-à-dire du degré

d'assimilation des connaissances, des capacités d'analyse et d'acquisition des compétences et des orientations utiles. Il faudrait donc concentrer l'attention non seulement sur l'accès aux institutions éducatives, mais aussi et surtout sur la qualité des contenus et des méthodes d'enseignement. Il n'y a pas d'opposition qualité / quantité qui va de soi comme on tente de l'affirmer parfois pour justifier certains échecs. Une bonne planification de l'éducation montre que les deux politiques peuvent bien aller ensemble.

L'un des aspects de la qualité qui mérite une attention particulière réside dans l'adéquation des programmes et la formation des enseignants. Il est nécessaire de lier les programmes d'enseignement aux besoins directs des jeunes, de la société et du marché du travail. Etant donné les rôles variées de l'éducation, il est vital d'éviter « l'enfermement national ou local » et de mettre l'adaptation des programmes en adéquation avec le contexte général et la vision à long terme. On ne doit pas oublier que l'on forme pour l'avenir.

## **6- Sauvegarder le capital humain :**

Quelque que soit efficacité et son adéquation, l'éducation qui contribue en première ligne au développement, ne peut être donnée une fois pour toutes. Dans un monde en mutation accélérée, des changements radicaux sont à prévoir dans la vie des citoyens sous les effets conjugués de facteurs nationaux, régionaux et mondiaux.

Pour que le Maghreb et les maghrébins puissent faire face à une telle dynamique, il y a lieu de relever un défi double :

- L'éducation actuelle doit fournir une base solide et évolutive pour l'adaptation au futur. L'éducation permanente et la formation continue devraient constituer du coup, une partie intégrante du système éducatif à l'échelle de la région. Autrement le capital humain que l'on forme aujourd'hui deviendra obsolète après quelques années, privant la société et l'économie d'un des apports les plus précieux.
- Il faudrait dans le même sens trouver des solutions adéquates à l'exode des cerveaux maghrébins vers les pays du Nord. Les facteurs de cette émigration, nombreux et de nature diverse, s'expliquent essentiellement par l'inadéquation des conditions humaines, professionnelles, participatives, politiques, sécuritaires... de l'environnement national. Ce phénomène auquel sont confrontés de nombreux pays n'est pas irréversible pour peu que le cadre général puisse être amélioré de façon significative. Le coût politique, social, scientifique et financier d'une telle amélioration est infiniment moindre que la situation actuelle et surtout à venir. La sauvegarde du

capital humain est une des conditions vitales pour l'accumulation sociale des connaissances et du développement scientifique.

## **V- Qu'est-il possible de faire au plan régional ?**

Il est bien clair qu'au regard de la situation telle est, le renforcement de l'éducation dans le développement économique, social et culturel de chacun des pays du Maghreb exige le recours à des stratégies diverses, fondées à la fois sur les leçons nationales apprises et les expériences internationales réussies.

L'approche régionale est à terme, plus efficace et plus rentable que la démarche nationale isolée, dans la mesure où elle utilise l'ensemble des ressources disponibles, organise la complémentarité et renforce l'excellence. Elle exige cependant une plus grande maturation politique, une plus large participation démocratique et la confiance dans la mise en commun des objectifs et des moyens. Avant d'arriver à des résultats tangibles, les obstacles à franchir peuvent être nombreux.

L'expérience mondiale montre que cette entreprise est complexe et couvre divers aspects. Elle indique aussi que le processus de « régionalisation » de l'éducation ne se limite pas à un simple dispositif technique mais comporte des dimensions politiques, sociales, économiques et financières. On trouve à l'intérieur des systèmes éducatifs nationaux des réseaux complexes d'institutions liées entre elles par des relations horizontales et verticales, et des modes de régulation diversifiés. Toute décision en la matière requiert, en conséquence, un équilibre entre des exigences contradictoires, et une acceptation de la part des différents acteurs de l'Etat et de la société civile. Les changements passent nécessairement par des logiques de réajustement structurel et de redéfinition des modes de régulation dont le facteur temps est déterminant. Ceci est d'autant plus compliqué qu'il existe dans les systèmes éducatifs nationaux, une pluralité de sources, de finalités et modalités de régulation, en fonction de la diversité des acteurs impliqués, de leurs positions, de leurs stratégies et de leurs intérêts.

Face à cette réalité, des approches « constructivistes » de différents acteurs sociaux (collectifs et individuels) peuvent être à court et moyen termes, efficaces. Plusieurs pistes peuvent s'offrir à des institutions jouissant d'une certaine autonomie (université, établissements de formation, centre de recherche, organisation socio-professionnelles, institutions non formelles...) ainsi qu'à l'ensemble de la société civile. Voici quelques exemples d'initiatives :

- 1- Etablir un réseau relationnel d'enseignants chercheurs maghrébins qui partageraient ensemble, leurs expériences, les résultats de leurs recherches, la mise au point conjointe de sujets de recherche et

l'organisation en commun de leur participation au plan régional et international ;

- 2- Développer un réseau INTRANET interuniversitaires, lié au Campus Virtuel Avicenne mis en place par l'UNESCO et la Commission Européenne dans le cadre du projet méditerranéen EUMEDIS. L'Algérie (UFC), le Maroc (ENSIAS) et la Tunisie (ISEFC) constituent déjà le noyau maghrébin de ce réseau <http://avicenne.unesco.org>.
- 3- Mettre en place des forums éducatifs thématiques sur les systèmes d'enseignement maghrébins, en vue de leur amélioration et de leur complémentarité ;
- 4- Développer des rencontres professionnelles entre enseignants, inspecteurs, administrateurs, éditeurs, chefs d'établissements , parents d'élèves, étudiants... en vue d'échanger des expériences, voire des solutions communes ;
- 5- Développer le jumelage d'établissements scolaires et universitaires, des visites d'étudiants et d'enseignements de part et d'autre des frontières ;
- 6- Encourager et renforcer le système d'équivalences et de reconnaissance des diplômes pour l'ensemble de la région. La convention régionale de l'UNESCO sur la reconnaissance mutuelle des études, des diplômes et des grades de l'enseignement pour les Etats arabes ratifiée en 1978, devrait faciliter cette tâche entre les pays du Maghreb. La normalisation de la formation en Europe et l'adoption du système de certification LMD (Licence, Master, Doctorat) peut également constituer un axe de travail.
- 7- Promouvoir l'utilisation temporaire ou de longue durée du système de consultation et de détachement d'enseignants, de spécialistes et de professionnels dans des secteurs prioritaires d'enseignement, de formation et de recherche dans les pays voisins.
- 8- Créer une association des universités maghrébines sur le modèle « Association Européenne de l'Université » ou l' « Association des Universités et Collèges du Canada ».
- 9- Développer des pôles d'excellence par spécialités et institutions de haut niveau dans le domaine de la formation et de la recherche.

## Références bibliographiques :

- 1) Atchoarena, D. Policy and Planning for Vocational Education and Training. Paris, 1994.
- 2) Barroso, Joao. Nouvelles tendances des politiques éducatives en Europe: La régulation de l'action publique en éducation, Unesco-Université de Lisbonne, Paris, 2004.
- 3) Bensalah, Kacem. Mond arabe : inégalités structurelles et dépendance, Office des Publications Universitaires (OPU), Alger, 1987.
- 4) Bensalah, Kacem. L'éducation pour le 21<sup>e</sup> siècle : Réalités et perspectives, Unedbas Beyrouth, 1997.
- 5) Laderrière, Pierre. Les examens de politiques nationales d'éducation à l'OCDE, l'Harmattan, Paris, 1998.
- 6) Lansdown, G. Prompting Children's Participation in Democratic Decision Making, Unicef-Innocenti Research Center, Florence (Italy), 2001.
- 7) Nicholas B; Harry A. L'éducation et l'évolution de l'économie mondiale: nécessité d'une réforme, Perspectives-Revue d'éducation comparée Vol. XXVII, N°2, Unesco, Paris, 1997.
- 8) Noel F. McGinn. La mondialisation et ses effets sur les systèmes d'enseignement nationaux, Perspectives-Revue d'éducation comparée Vol. XXVII, N° 1, Unesco, Paris, 1997.
- 9) PNUD. Rapport mondial sur le développement humain, Economica, Nex York, Paris, 2003.
- 10) Smith, A. ; Vaux, T. Education, conflict and international development, Departement of international Development (DID), London, 2002.
- 11) UNESCO. Arab States Régional Report, Institute for statistics (UIS), Montréal, 2002.
- 12) UNESCO, World Déclaration on Higher Education in the Twenty-First Century: Vision and Action and Framework for Priority Action for Change and Développement, Paris, 1998.
- 13) UNESCO, Rapport mondial sur l'éducation, Paris, 2002
- 14) Wadi Haddah. La mondialisation de l'économie et ses implications pour l'enseignement et la formation professionnelle, perspectives-Revues d'éducation comparée Vol. XXVII, N°1, UNESCO, Paris, 1997.
- 15) Whitty, Geoff, Making Sense of Education Policy, Chapman Publishing, London, 2002.
- 16) Woolcock, M.; Narayan, D. Social Capital: Implication for development théory Research and Policy, Word Bank, Washington, 2000.